

Passé, présent et avenir du débat social sur la distinction dans la question du latin

Philippe Cibois

Université de Versailles-St-Quentin en Yvelines

Conférence faite à Liège le 17/03/2018 pour la FRPGL et l'Acfla

Si le mot de « distinction » fait référence au livre de Bourdieu paru en 1979, le débat social sur la distinction est beaucoup plus ancien : de la culture lettrée antique à la Renaissance, des collèges jésuites jusqu'au lycée français du 20^e siècle. Mon but va être de montrer l'évolution du débat social : comment le souci de démocratisation l'a modifié progressivement et ses relations avec l'élitisme.

Passé

Dans un livre récemment traduit en français sur *Rome et les barbares*, l'historien Peter Heather évoque les rapports entre la classe supérieure romaine et le pouvoir wisigothique : il note que faire acquérir à ses enfants une éducation lettrée supposait une dizaine d'année de formation intensive avec un grammairien. Il s'agissait d'un investissement coûteux mais rentable puisqu'il était indispensable pour une promotion sociale dont le premier niveau était celui de *curiales*, de conseiller municipal. A l'époque de la constitution des royaumes barbares, les lettrés existaient bien et le prototype en est Sidoine Apollinaire qui publie un recueil de ses lettres à la manière, dit-il, de Symmaque ou de Pline le Jeune. Cependant, auprès des rois wisigothiques, on devient influent par ses exploits guerriers et non par ses connaissances lettrées. De ce fait, une éducation littéraire coûteuse cesse de s'imposer et bientôt seuls les clercs furent capables de lire et écrire et furent les seuls à maintenir la culture lettrée. La distinction sociale liée dans l'Antiquité à la culture classique passait maintenant par le maniement des armes. S'il y eut à l'époque carolingienne une réforme, ce fut le fait des clercs et non des élites laïques.

Le rétablissement de cette culture lettrée auprès des laïques va se produire à la Renaissance : la formation des nouvelles classes dirigeantes entraîne l'apparition d'écoles dans lesquelles on étudie les Anciens en utilisant les nouvelles méthodes de l'humanisme. La diffusion puis la généralisation de telles écoles humanistes ont été possibles parce que les puissants de l'époque les ont soutenues et en ont fait le style éducatif dominant puis un style de vie qui s'impose comme le présente *Le livre du Courtisan* de Castiglione de 1528 qui devient le bréviaire de l'honnête homme de l'Ancien régime c'est-à-dire l'attitude qui distingue l'honnête homme (qui se perçoit comme l'élite) des autres.

Si l'enseignement humaniste a permis l'apparition des formes actuelles de l'enseignement secondaire, c'est que sa grande popularité a été l'occasion de nouvelles institutions dont les plus célèbres furent les collèges des jésuites dans les pays catholiques.

Conformément au programme humaniste, ce sont les bons auteurs de l'Antiquité qui sont au programme de la *Ratio studiorum* des jésuites et Cicéron y a une place de choix, y compris dans ses livres de philosophie morale. Mais la finalité de l'enseignement a été détournée : il ne faut plus apprendre ce que dit Cicéron mais imiter son style, son éloquence. Si les bons

auteurs ont été expurgés de toute obscénité, ils l'ont été aussi de tout rapport au temps présent. La *rhétorique*, d'un désir de retour aux choses dans un langage compréhensible par tous et qui permette la discussion dans la cité, est devenue un *niveau de classe* où l'on apprend l'éloquence fleurie. On comprend que son intérêt ait disparu au fil des ans.

Cependant, si l'enseignement des lettres par le biais du latin est perçu à la fin de l'Ancien régime comme la clé de la culture, de l'appartenance à l'élite, il est aussi très précisément perçu dans sa fonction de promotion sociale. Un bon exemple en est fourni par Sébastien Mercier.

À la veille de la Révolution, Louis-Sébastien Mercier, est un bon témoin des milieux éclairés : son *Tableau de Paris* qui paraît de 1782 à 1788 connut un grand succès et il contient plusieurs entrées relatives au latin :

Aujourd'hui le petit bourgeois (qui ne sait pas lire) veut faire absolument de son fils un *latiniste*. Il dit d'un air capable à tous ses voisins auxquels il communique son sot projet : *Oh ! le latin conduit à tout ; mon fils saura le latin. C'est un très grand mal. L'enfant va au collège, où il n'apprend rien : sorti du collège, c'est un fainéant qui dédaigne tout travail manuel, qui se croit plus savant que toute sa famille, et méprise l'état de son père.*

A cette date le débat social sur la distinction est lancé mais c'est pour critiquer la pratique distinctive du latin au nom de ses dangers sous le thème du diplômé chômeur que l'on retrouvera souvent au 19^e siècle.

Le livre de Raoul Frary, *La question du latin*, paru en 1885 a été l'occasion de discussion nombreuses : Maupassant lui donne le titre d'une de ses nouvelles de 1886 il raconte une histoire où il est question d'un répétiteur de latin qui est poussé par plaisanterie à épouser une ouvrière : ils achètent une épicerie plus rentable finalement que les cours de latin. Le titre est lié à l'actualité car la nouvelle commence ainsi : « Cette question du latin, dont on nous abrutit depuis quelques temps, me rappelle une histoire, une histoire de ma jeunesse ».

Dans son livre Frary est le premier à critiquer les raisons que l'on donne en faveur de l'enseignement du latin : la gymnastique de l'esprit qui n'est pour lui qu'une espèce de consolation pour des enseignements mal faits ; sur l'utilité du latin pour la connaissance du français ou Frary fait état des résultats des recherches de l'époque sur la langue (par Ferdinand Brunot par exemple) qui montrent que le cœur de la langue française, le noyau le plus ancien est issu du latin par l'intermédiaire du bas latin et de l'ancien français, et que la compréhension du français ne se fait directement par l'étymologie latine que pour les termes récemment importés du latin classique.

Mais Frary se heurte aussi à un état de fait dont il lui faut rendre compte : à son époque, qu'ils soient républicains ou non, les membres de la bourgeoisie font faire du latin à leurs enfants car le latin est le symbole de la « haute éducation », de l'appartenance à l'élite, de la bonne éducation qui pour lui reste indispensable. Il se méfie de la démocratisation de l'enseignement

« Il peut arriver que l'on nuise ainsi au commerce, à l'industrie, à l'agriculture, en poussant aux carrières libérales des jeunes gens intelligents qu'une éducation plus modeste aurait rendus utiles dans une autre voie ».

La crainte du diplômé chômeur qui se tourne vers la révolution reste sa crainte : on la retrouve plus tard dans les textes de Jules Vallès qui donne comme dédicace au deuxième tome de son autobiographie *le bachelier* « A ceux qui nourris de grec et de latin sont morts de faim ». Jules Vallès a fait des études mais son refus de s'agréger à la classe supérieure pour des raisons politiques le conduisent à la pauvreté. Son attitude constitue pour la droite le type même du diplômé chômeur et révolté.

A la fin du 19^e siècle, on prend acte du fait que dans la classe moyenne on veut faire faire du latin à ses enfants à des fins d'ascension sociale : les républicains vont reprocher aux parents de faire faire du latin à leurs enfants pour des raisons utilitaires (vouloir être avec l'élite) et non pour l'intérêt pédagogique spécifique du latin ce qui va entraîner la réforme de 1902 qui va tenter un compromis entre le désir d'ascension sociale et la préservation de l'enseignement du latin.

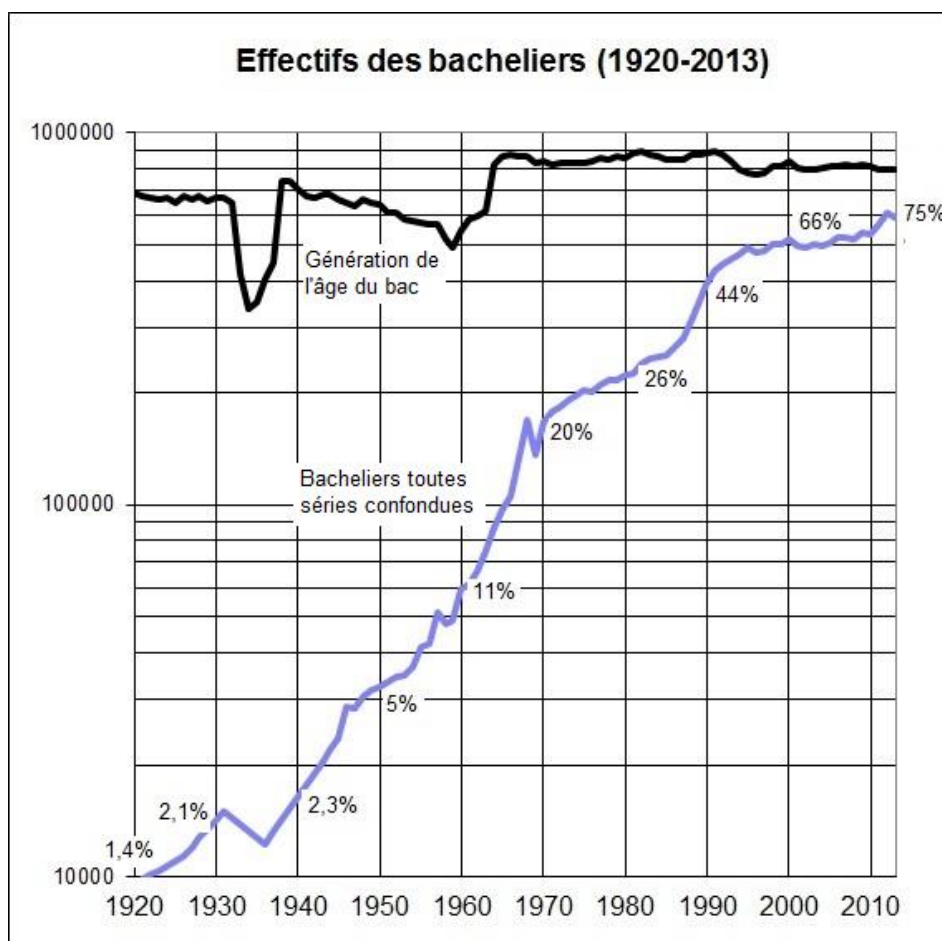
Cette réforme de 1902 résulte des travaux d'une commission présidée par Alexandre Ribot dont les procès-verbaux des auditions nous permettent de voir en quels termes la question du latin s'est discutée car la place à donner à l'enseignement classique est au cœur de la discussion. On y trouve les interventions des autorités les plus célèbres de l'époque dans les divers domaines du savoir humain (et même religieux car des ecclésiastiques y furent convoqués en tant que tels). Ce qui est frappant cependant à lire cette centaine de comptes-rendus, c'est une grande unanimité sur la nécessité de maintenir l'enseignement classique et en même temps la nécessité de proposer un autre type d'enseignement plus axé sur ce qu'on appellerait aujourd'hui une professionnalisation. Le sentiment d'un compromis nécessaire donnera de la force à la réforme de 1902 puisqu'elle va être appliquée pendant plus d'un demi-siècle et révélera ainsi son efficacité.

S'il y a accord pour défendre l'enseignement classique et sa valeur formatrice, il n'est plus considéré comme le seul enseignement valable : l'expérience de l'enseignement spécial, issu du primaire supérieur, puis d'un premier enseignement « moderne » en 1891 a porté ses fruits. On reconnaît que l'enseignement secondaire peut avoir plusieurs finalités : donner une formation classique à une élite et une formation moderne, c'est à dire plus simple, aux autres.

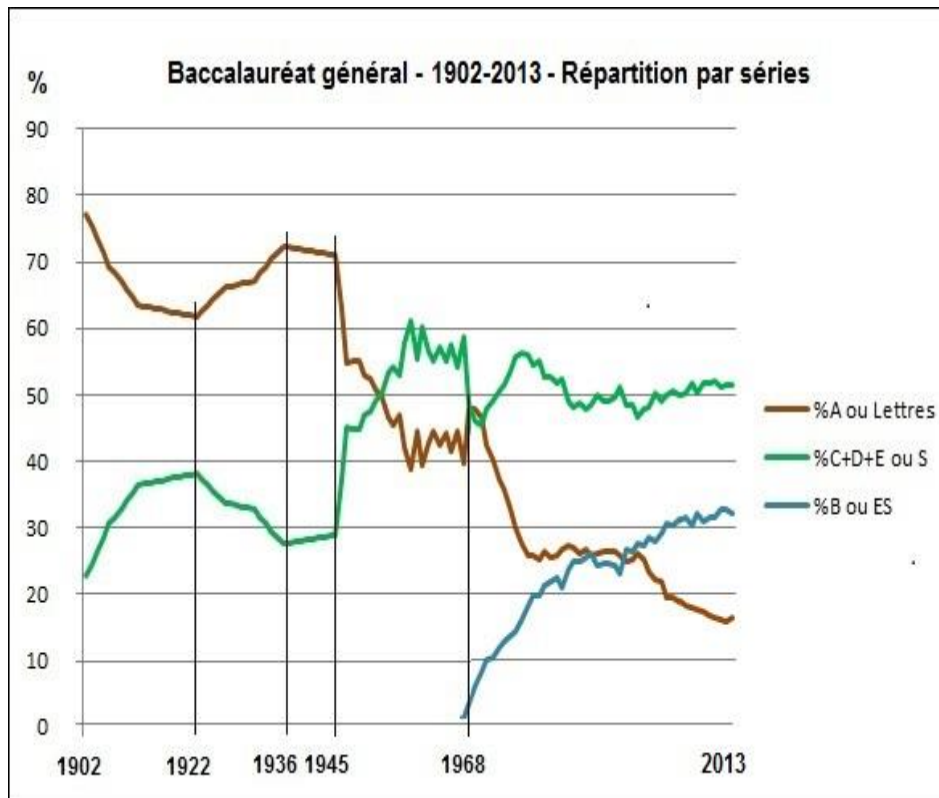
On est pris dans une contradiction : si l'on met trop de différence entre l'enseignement classique et l'enseignement moderne, celui-ci cessera d'être attractif pour les familles qui voudront absolument que leurs enfants aient un enseignement classique, avec pour conséquence d'en faire baisser le niveau. Comme cette baisse de niveau est constatée, on souhaite renforcer l'enseignement moderne en lui donnant un réel prestige : pour cela, à l'encontre de l'enseignement spécial qui visait une formation utilitaire « pour le commerce et l'industrie » (et bien sûr pour le développement des colonies), on remplace le latin et le grec de l'enseignement classique par des langues vivantes. Les grands textes de l'anglais ou de l'allemand (Shakespeare, Goethe) permettront ainsi une formation analogue à celle

donnée par la littérature gréco-latine. À cette substitution, les esprits scientifiques veulent ajouter le prestige lié à l'étude de la science.

La dynamique sociale de ces choix est très clairement perçue : il faut dissuader de le suivre ceux qui ne tireront pas profit de l'enseignement classique et les orienter plutôt vers des carrières plus directement pratiques (industrielles, agricoles ou commerciales). Sinon on risque de laisser sortir de l'enseignement classique des gens aigris car n'ayant pas trouvé la situation correspondant à leurs études. Mais pour donner du prestige à l'enseignement moderne, il faut lui permettre les débouchés recherchés comme les plus valorisants (les professions libérales) au risque de les dévaloriser.



La démocratisation de l'enseignement est synthétisée sur un siècle par l'évolution numérique des bacheliers. Ils représentent jusqu'en 1950 moins de 5% de la classe d'âge et l'on se rapproche aujourd'hui des 80% d'une génération. Ceci est passé par l'intégration dans l'enseignement secondaire des cours complémentaires, puis de l'enseignement technique.



L'égalité formelle des diverses « orientations » était la condition nécessaire et toujours actuelle de la légitimité des filières mais l'on constate au fil du siècle le remplacement progressif des études de lettres par les orientations scientifiques. En conclusion, l'intégration sociale nécessite l'école unique mais la hiérarchie sociale produit la hiérarchie des filières. Après la deuxième guerre mondiale, la sélection ne se fait plus par les lettres mais par les mathématiques et depuis, ni ce genre de sélection, ni ce genre d'élitisme des grandes écoles n'est pas contesté (au moins du point de vue scolaire).

Présent

L'enseignement classique disparaît en tant que tel après le choc de 68 et les langues anciennes deviennent des options dont on peut suivre l'évolution avec ce paradoxe que du fait de la généralisation de l'enseignement, c'est maintenant près d'un quart de la classe d'âge dans son ensemble qui fait du latin, c'est-à-dire qu'on n'a jamais formé autant de latinistes en France depuis les gallo-romains.

Depuis les années 70 et le livre de Bourdieu de 1979, l'enseignement du latin est sous la critique de la distinction dont il faut tenter de voir les différents aspects. Les langues anciennes ne seraient qu'une pratique qui vous permet de vous distinguer en vous classant socialement comme le fait d'aimer l'opéra ou d'apprécier l'art contemporain. Choisir de faire faire du latin à ses enfants, ce n'est plus faire un choix d'ascension sociale comme auparavant puisque cela passe par les mathématiques, c'est vouloir se distinguer des autres et appartenir à une élite.

En fait le débat a changé de sens, se distinguer des autres est devenu très souvent se séparer des autres, prendre ses distances d'avec le tout-venant par le biais d'une option.

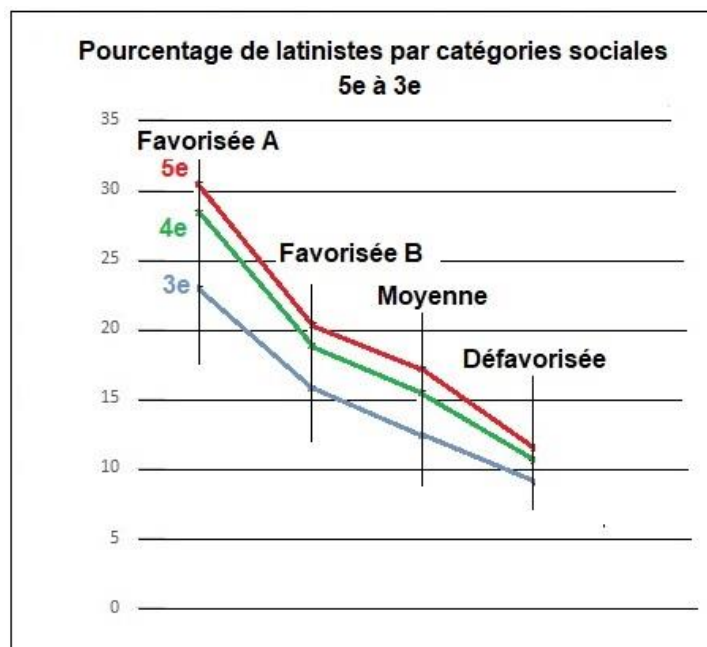
L'opposition à cette forme de distinction est une lutte contre l'évitement social que permet l'option langues anciennes.

Dans une enquête auprès de parents de classe moyenne, on avait posé la question suivante : *s'il faisait du latin, votre enfant se trouverait être avec les meilleurs* » et 71 % de ceux qui envisageaient le choix du latin étaient d'accord avec elle, contre 51 % pour ceux qui n'avaient pas ce projet. Faire du latin permet de se situer dans l'excellence scolaire et sociale et cette stratégie est voulue par beaucoup de parents, ce qui est confirmé par le fait que les parents qui souhaitent que plus tard leur enfant fasse une grande école sont plus nombreux que les autres à vouloir qu'il fasse du latin.

Ce n'est donc pas chez les parents mais c'est à l'intérieur du système scolaire lui-même que l'opposition à la distinction se rencontre et d'une manière efficace comme on l'a vu en 2015 quand une ministre socialiste Najat Vallaud-Belkacem propose une réforme du collège de la façon suivante :

« afin de contribuer à améliorer le niveau en français de tous les collégiens, des éléments culturels et linguistiques des langues anciennes seront intégrés dans le programme de français. L'excellence sera ainsi mise au service de la réussite de tous et de la réduction des inégalités de maîtrise de la langue française. »

L'excellence donnée à tous (et non plus en option), se réduira à pratiquer l'étymologie. La conséquence voulue de la réforme est de marginaliser l'enseignement des langues anciennes en réduisant les heures d'enseignement et en déniait aux langues anciennes le statut de discipline scolaire. La volonté de lutte sociale est mise en avant en présentant des statistiques qui montrent que le choix du latin est socialement déterminé.



Puisque, comme le manifeste le graphique, les groupes sociaux favorisés sont surreprésentés dans l'option latin, c'est qu'il s'agit d'un choix élitiste.

Cependant la ministre n'est pas seule dans sa lutte contre le latin : beaucoup d'adultes (et d'enseignants de lettres modernes en particulier) ont vis-à-vis du latin une attitude ambivalente faite de jalousie ou de reproches de *distinction*, parce qu'ils se sont sentis exclus de cet enseignement (s'ils n'en ont pas fait), ou parce qu'ils en voient les effets ségrégatifs (s'ils en ont fait).

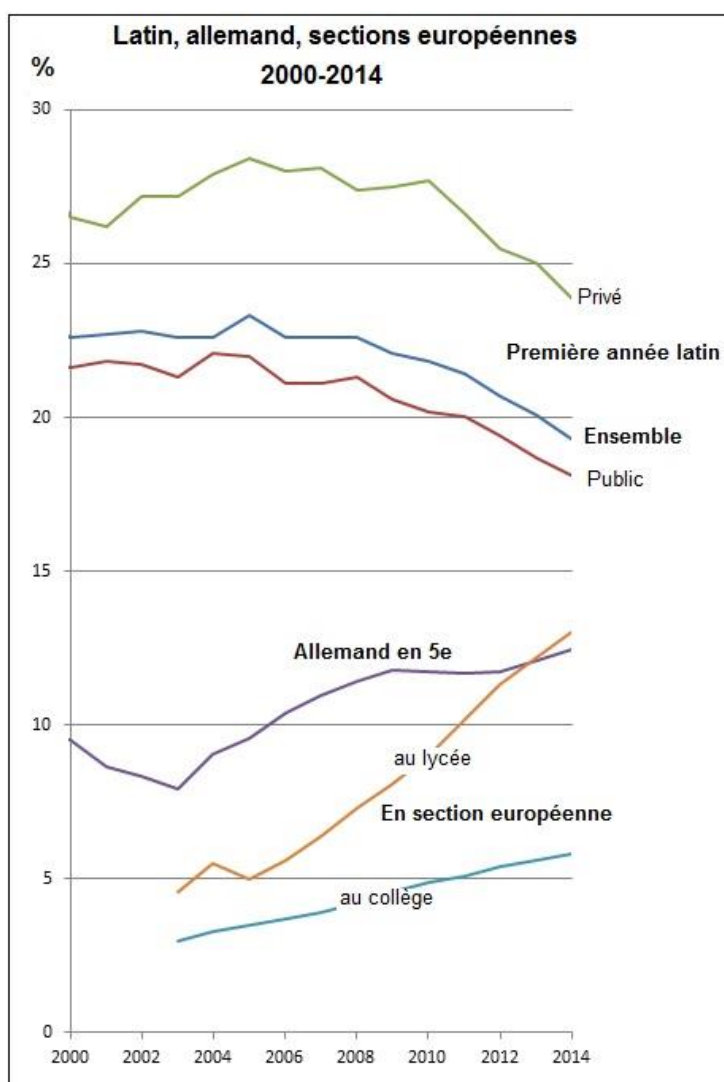
En conclusion on peut dire que ce qui est le plus critiqué dans l'utilisation du thème de la distinction, c'est, par le biais d'une pratique élitiste l'évitement social que permettrait l'utilisation de l'option langues anciennes.

Que répondre

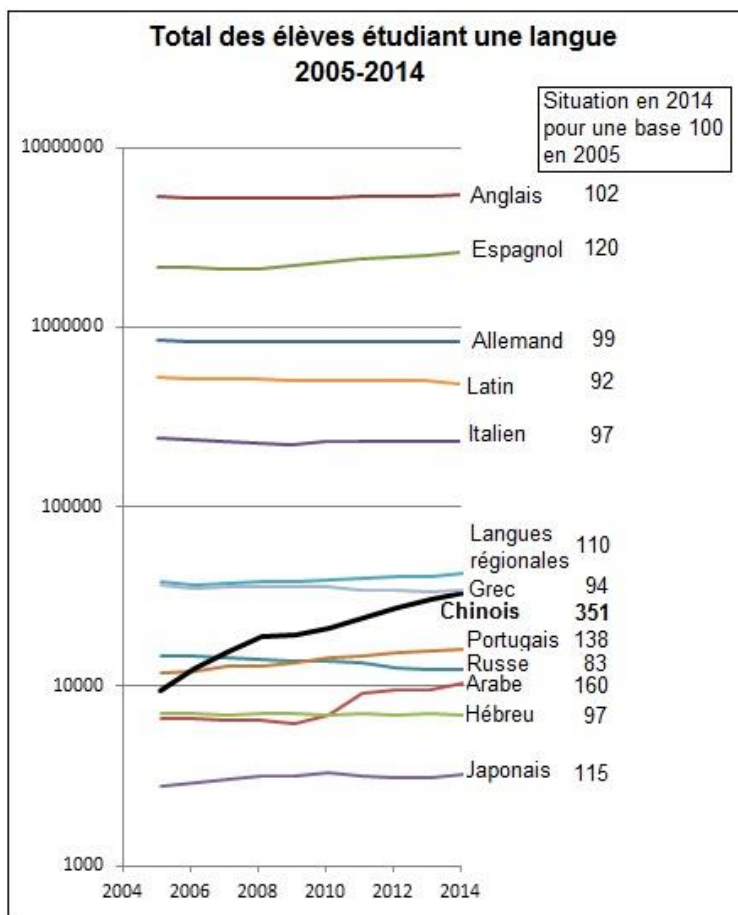
On peut répondre directement aux attaques de cette problématique et je vais le faire mais on doit aussi se poser des questions quant à l'évolution nécessaire de l'enseignement des langues anciennes et je terminerai par cela. Il faut distinguer le court terme de la réponse à l'évitement social et le long terme qui répond aux besoins actuels de la culture.

- l'évitement social

Il est très fréquent et passe par des options qui forment des classes à part entière comme les classes bilingues où les sections européennes



La progression de l'allemand en 5^e, qui correspond à un déficit du latin, est le fait de l'évitement social par le choix spécifique de classes « bilangues » où deux langues vivantes sont enseignées, le plus souvent l'anglais et l'allemand.

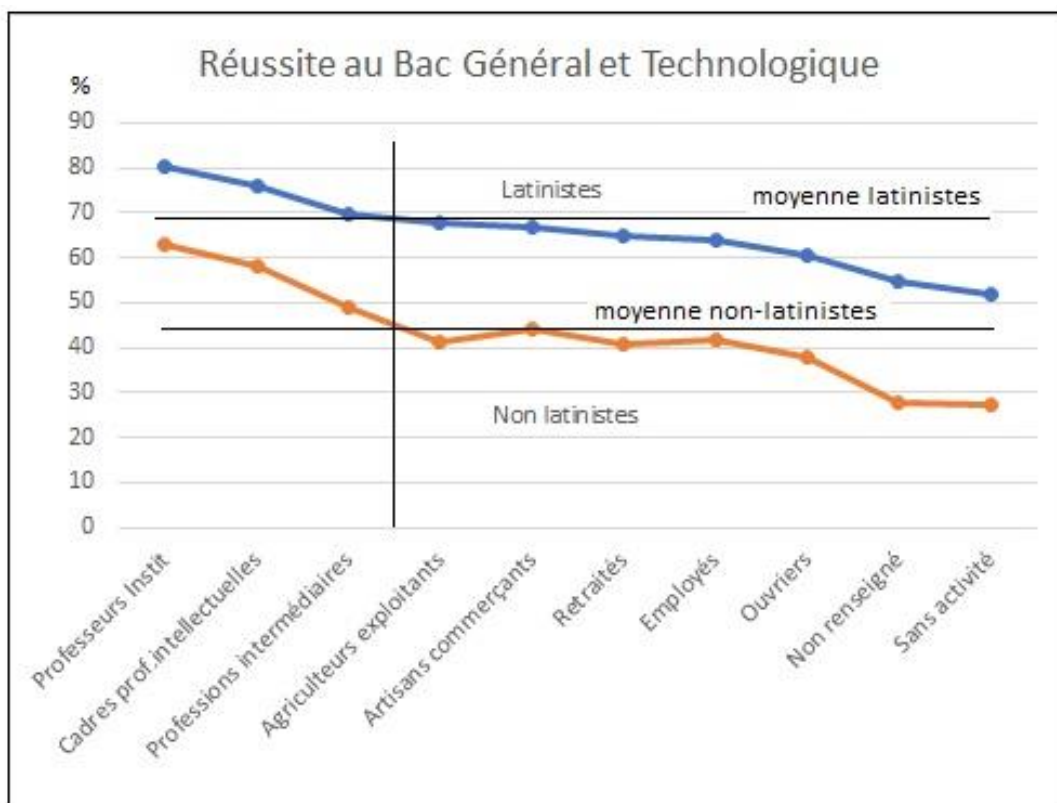


Le Chinois : sur un fond de stabilité des autres langues du fait qu'il s'agit d'un cumul de la 6^e à la terminale pour le public et le privé (où l'on voit que le latin est la 4^e langue étudiée), le chinois passe d'environ 10 000 à plus de 30 000 élèves en 9 ans et fait ainsi figure d'exception. C'est un cas tout à fait spécifique de choix élitiste.

Les élèves d'option latin ne forment jamais une classe d'excellence : ils sont recrutés dans diverses classes du niveau et se regroupent, parfois à des heures difficiles, pour suivre l'enseignement optionnel : le biais d'évitement ne passe pas par là.

- l'efficacité du latin pour les catégories sociales défavorisées :

L'étude porte sur un Panel d'élèves entrant en 5^e en 2008 et dont on regarde la proportion de ceux qui ont obtenu le bac général et technologique selon leur origine sociale et le fait qu'ils soient ou non latinistes en 5^e. On range les catégories sociales par ordre décroissant en termes de réussite au bac général et technologique (ce qui évite les bacs professionnels) pour ceux ayant fait du latin en 5^e (mais ne l'ayant pas forcément poursuivi) : les enfants de professeurs et d'instituteurs ont le plus fort taux (80%) et ceux de parents sans activité le plus faible (52%). A cette évolution des taux des latinistes en bleu, on juxtapose les taux des non-latinistes en orange.



Pour les trois catégories de gauche favorisées (professeurs, instituteurs, cadres et professions intellectuelles, professions intermédiaires), le gain obtenu par le latin est moins fort que pour les autres catégories de droites défavorisées (agriculteurs exploitants, artisans commerçants, retraités, employés ouvriers, non renseignés, sans activité). Ceci veut dire qu'avoir choisi de faire du latin en 5^e se révèle être un ascenseur social efficace quand on est placé en bas de l'échelle sociale.

Ceci n'est pas un effet de l'apprentissage spécifique du latin mais un effet de volonté de faire ce qu'il faut pour réussir.

Contre Bourdieu

Dans la reproduction (1970) Bourdieu déclare que l'apprentissage des langues anciennes est un gaspillage ostentatoire mais lui-même, comme philosophe fait un usage surabondant de termes grecs et latins, par exemple dans les méditations pascaliennes de 1997 où l'on trouve des expressions latines du français, des concepts scientifiques données en latin comme habitus, des citations d'auteurs anciens données dans leur langue

allodoxia, analogon, archè, askholia, charisma, cosmos, doxa, doxazein, eidos, en tais dianomais, ethos, hexis, hubris, krisis, nomos, orthè doxa, paizein, polis, pragmata, skholè, spoudaiôs paizein, spoudazein, telos, topos

a contrario, a fortiori, a parte objecti, a parte subjecti, a posteriori, a priori, academica mediocritas, ad hominem, alea, alma mater, amor fati, analysis situs, auctor auctorum, auctores, bellatores, casus, causa sui, cogitatio, collusio, communis doctorum opinio, conatus, constantia sibi, contemplatio veritatis, corpus corporatum in corpore corporato, de omni re scibili, deus ex machina, dignitas, dignitas non moritur, e longinquo reverentia, ego, esse in futuro, ex nihilo, fides, focus imaginarius, fortuna, habitus, homo academicus, homo homini

lupus, homo homini Deus, homo scholasticus, illusio, imbecillitas, inceptio, intuitus originarius, lector, lectores, lex, lex insita, libido dominandi, libido sciendi, lusiones, modus operandi, mutatis mutandis, opus operatum, per definitionem, percipere percipi, perspicere, philosophia perennis, post festum, post-scriptum, pretentio ad existendum, pro patria mori, procuratio ad omnia facienda, sors, toto coelo, usus vitae, veritatem qua liberetur, vis, vis insita

Cet usage technique du latin et du grec est normal pour un philosophe et on ne pas l'accuser de contradiction, ce qu'il faut conclure c'est que si Bourdieu croit à la science (et à la philosophie), il ne croit pas à la culture. La conclusion de *La Reproduction* est formelle : la culture liée à l'école joue un rôle de code social qui permet de s'approprier les valeurs culturelles véhiculées par l'école, rôle que les déshérités ne soupçonnent même pas. Ainsi le pieux récit que se racontent les privilégiés ne sert qu'à dissimuler les privilèges en les justifiant.

Bourdieu est incroyant en matière de culture : si la culture est un instrument de domination c'est qu'elle n'a aucune valeur en elle-même. Pour Bourdieu, seule la science n'est pas arbitraire et a une légitimité, elle seule peut servir de base à un système scolaire où rien n'est caché, où tout est accessible à ceux qui le désirent. Penser qu'on puisse trouver une quelconque valeur à un « instrument de domination » est une contradiction dans les termes.

Celui qui a le mieux répondu à Pierre Bourdieu est son collègue de l'époque au Collège de France, l'historien Paul Veyne qui, dans de nombreux textes s'est attaqué explicitement à critiquer son point de vue :

« il faut se défier de tout sociologisme », dit-il, « et peut-être de toute la sociologie. Que la culture, une fois qu'elle existe, devienne une barrière de classe, cela va de soi et cela fait un bon siècle qu'on le sait par cœur. La généalogie de la culture ne se réduit pas à la fonction de barrière sociale qu'elle prend indéniablement ; la culture est aussi une question de fierté, de rapport de soi à soi, d'esthétique, si l'on veut, en un mot de constitution du sujet humain. Et cette subjectivité a été, à travers les siècles, un enjeu historique aussi disputé que les enjeux économiques ou que le partage du pouvoir (au XVI^e siècle, la révolte des chrétiens instruits, lecteurs de la Bible, contre l'autorité pastorale de l'Église, a fait couler plus de sang que, trois siècles plus tard, le mouvement ouvrier). »

L'argument de Veyne est double : il accepte sans hésitation que la culture puisse être une barrière de classe. Il ne nie pas la réalité de la culture comme distinction de classe mais il l'assume, se démarquant de la sociologie critique qui, en se polarisant sur cet aspect, en vient à la réduire à cela. Pour Veyne, la culture est aussi *constitution du sujet humain* : ceci signifie, comme les exemples historiques qu'il en donne le prouvent, que se joue par la culture la définition, l'actualisation et la diffusion des valeurs constitutives d'une époque.

Du point de vue de l'observation sociologique, la société et la culture sont hiérarchisées. Que cette hiérarchie soit mise en cause par certains groupes, dont ceux qui développent une sociologie critique comme Bourdieu, est également un fait d'observation mais cette position est loin d'être acceptée par tous. Le consensus est plutôt dans l'autre sens, en termes de valeurs associées à la haute culture véhiculée par l'école. Si l'on se place du strict point de vue de l'observation sociologique on doit dire que chaque catégorie sociale a sa propre

culture mais que la société introduit une hiérarchie entre les groupes sociaux et les cultures qui leur sont propres. Toutes les cultures ne se valent pas, ce que sait d'ailleurs parfaitement pour son propre compte tout sociologue qui ne laissera pas son enfant dans un collège où il n'aurait pas une bonne scolarité.

Avenir

On a de bons arguments pour lutter contre la stigmatisation de l'évitement social par les langues anciennes mais à long terme, il faut se poser la question de l'avenir des langues anciennes.

Plusieurs stratégies sont possibles. Tout d'abord il faut montrer l'importance de la connaissance de l'Antiquité pour la compréhension tant de la culture héritée que de la société présente. La présence de l'Antiquité dans les arts et les lettres est une évidence qui devrait s'imposer en particulier à tous les enseignants de lettres et ce n'est pas le cas en France car on peut avoir acquis la certification à l'enseignement secondaire des lettres (CAPES) sans avoir fait de latin (et même être opposé au latin pour des raisons d'évitement social).

La compréhension de la situation présente de la société passe souvent par des allusions à des textes latins. En voici plusieurs exemples dans les médias



Il est indispensable que tous puissent comprendre ce que signifie ces expressions latines.

L'actualité la plus dure du terrorisme de novembre 2015 a remis en valeur une devise latine :



Paris, Place de la République, 15 novembre 2015. Collectif *Grim Team*

Quelle proportion de français est capable de comprendre cette devise latine pourtant si répandue ? Une estimation grossière basée sur le fait qu'en 1920 la population scolaire des latinistes représentait 10 000 personnes, en 1965 100 000 et aujourd'hui près de 500 000, appliquée à une pyramide des âges actuelle me conduit à estimer la population de personnes ayant fait du latin, tous âges confondus, à 9 millions, ce qui fait par rapport à la population actuelle de 66 millions un pourcentage de 14%. Ceci fait que 86% de la population de la France est incapable de déchiffrer la devise de Paris. Pire, beaucoup seraient tout à fait prêts à le faire mais n'osent pas du fait de l'*aura* qui entoure le latin, qui dévalorise à leurs yeux ceux qui n'en ont jamais fait.

Le *latin pour tous* ne doit pas être le slogan d'une ministre mais une réalité qui pourra se mettre en œuvre dans le futur. Dans le rapport de l'Inspection Générale de 2011, il avait été proposé de commencer l'apprentissage de la langue latine « à partir de la connaissance du latin du français (*curriculum vitae, lavabo, agenda, urbi et orbi etc.*) » (p.80). C'était considéré par les inspecteurs généraux comme une initiation pour ceux qui feraient du latin mais cela peut aujourd'hui être pris comme un programme pour tous.

Le latin du français n'est pas seulement un moyen pédagogique, il doit être considéré comme un objectif : les phrases les plus courantes doivent être comprises par tous, comme étant du latin et comme étant compréhensibles du point de vue du latin. Il s'agit que tous les enfants soient capables de comprendre une devise latine comme celle de Paris et beaucoup d'autres expressions dont ils font usage depuis leur plus tendre enfance, comme à l'oral *ex æquo* ou *et cetera*. Une expression latine comme *in extremis* n'est pas une curiosité qui appelle simplement le jugement « c'est du latin » : elle est à étudier et à mettre en rapport avec, par exemple, *de profundis*. Un CV c'est un *curriculum vitae* et un fax, c'est d'abord un *fac simile*. *Sine qua non* n'est pas qu'une marque mais aussi une condition. *Cogito ergo sum* nous rappelle que la philosophie s'écrit aussi en latin et *homo sapiens* que c'est encore le cas pour la nomenclature scientifique. Il ne s'agit pas de curiosités, mais de ce que toute personne doit savoir et pour cela l'apprendre au collège.

Quand 100% de la population française aura reçu les bases de la compréhension du latin du français. La distinction, du fait d'en avoir fait, et l'auto-dévaluation quand ce n'est pas le cas, disparaîtront.

En France, la rénovation de l'enseignement du latin a déjà une longue tradition qui remonte au passage des sections classiques au latin comme option en 5^e. Il est devenu évident qu'avec un nombre d'heures restreint, il fallait changer les objectifs. Il y a eu dans toute la France des associations d'enseignants des langues anciennes qui se sont fédérées (la Cnarela) et plus récemment, une association comme *Arrête ton char !* qui par le biais d'un site présente en continu des idées, des ressources pour rendre plus efficace l'enseignement du latin. Il y eu il y en 2015 des Etats généraux de l'Antiquité qui ont permis à des personnes réputées de venir défendre l'étude des langues anciennes. Une nouvelle édition en est prévue en juin prochain.

Quel objectif se donner : le latin du français doit être enseigné à tous mais une option d'étude du latin (et du grec) doit de se donner un objectif réaliste : compréhension de la structure casuelle sur des textes simples construits à des fins pédagogiques au niveau du collège (12-14 ans), puis passage progressif à des textes des auteurs. Le résultat actuel en France au niveau du bac est que les élèves savent retrouver la structure grammaticale mais uniquement parce que les textes sont connus à l'avance. Certains déplorent cette situation mais on peut penser que c'est un objectif suffisant : comprendre une structure grammaticale est un objectif en soi ; vouloir découvrir une structure nouvelle est un autre objectif qui est du ressort des études supérieures. L'expérience montre qu'au niveau du supérieur, et du fait d'une conscience linguistique propre aux adultes, les grands commençants parviennent très vite à leurs fins quand l'enseignement est intensif.

Comment conclure ?

Au cours des siècles, le latin a changé de rôle : langue véhiculaire jusqu'au 7^e siècle, langue internationale de la culture pendant le Moyen-Age, langue de l'enseignement des élites de la Renaissance à la Révolution, marque sociale de culture au 19^e et 20^e siècle

Que sera-t-il au 21^e siècle : on peut souhaiter qu'il soit le bien commun de tous pour ses usages les plus fréquents, une filière spécifique en particulier pour les futurs enseignants de français et le bagage indispensable à certaines professions historiens, archivistes ainsi qu'aux spécialistes du domaine.